



N° 40

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Juin 2018

En tube ou en boîte ?

Au lendemain de la tenue marathon du dernier CHS-CT (Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail) le 4 juin 2018, notre sentiment est une nouvelle fois très mitigé. Ce n'est pas un mystère : le directeur s'est encore montré fidèle à l'image qu'il développe depuis son arrivée à la tête de la DISI : affable, écoutant voire compréhensif. Mais depuis peu, on ne peut que s'interroger sur sa véritable nature devant les réponses qu'il retourne à nos questions. Elles sont si prévisibles, presque naïves, en tout cas tellement décalées face à la réalité du quotidien des agents qu'elles finissent par agacer. Jugez plutôt...

La déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques concernant nos légitimes interrogations sur la réorganisation secrète des DISI, la fusion des CT et CHS-CT, et autre CAP22, a reçu l'invariable accueil de circonstance, en substance : « je ne sais rien, mais je compatis, il faut faire avec, en espérant que personne ne sera lésé... ». Quand on lui demande s'il ne perçoit pas la concurrence entre certains ESI de la nouvelle DISI en terme de missions, s'il ne remarque pas que cette nouvelle réorganisation pousse l'informatique de la DGFiP, activité non régaliennne donc contractualisable, vers d'autres cieux, il répond, « en franchise », qu'il n'en sait rien. Entre deux hésitations, le mot qui revient est « aujourd'hui » : rien n'est prévu aujourd'hui, sous-entendu qu'en pratiquant ainsi, on rend les choses possibles demain.

Ce double discours sera le fil rouge de ce CHS-CT où tous les moments sont propices à rappeler à la direction ses manquements, comme les convocations adressées aux élus avec des erreurs de syndicat, comme les pièces jointes intempestives dans la transmission des documents, comme le projet de PV de la dernière réunion rectifié, mais pas notifié aux élus. Cela ne fait pas très sérieux.

On va passer vite sur le suivi du budget, sujet pour lequel la direction joue la montre. En manœuvrant afin que les sommes ne puissent être engagées à temps, elle s'assure de disposer de crédits disponibles pour faire revenir un sujet repoussé naguère par les organisations syndicales, les doubles-écrans, et faire financer par le CHS-CT ce qui est normalement dévolu à la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement). L'attitude est d'autant plus détestable qu'un groupe de travail s'est réuni pour statuer sur les natures des dépenses éligibles au CHS-CT. Cela n'empêchera pas la direction d'en enfreindre immédiatement les décisions prises. Péripétie...

Le gros morceau fut le DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels), décliné en Programme Annuel de Prévention (PAP) qu'il s'agissait d'approuver. Le groupe de travail réuni pour préparer ce PAP a décidé de ne regrouper aucune ligne pour ne pas censurer les expressions des agents. S'il n'y apparaît pas de risque classé « intolérable », il y figure pas moins de 215 lignes, certaines faisant état de souffrances. Le directeur a déclaré « ne pas aimer ça » (« Je ne veux pas que les agents soient mal parce qu'ils travaillent »), et que ce PAP devait absolument déboucher sur des actions concrètes.

On va surtout prendre acte de son volontarisme, mais on se demande bien comment il va faire. C'est bien beau de dire que « ce n'est pas facile, qu'on essaie, qu'il faut se préoccuper d'abord des gens... », mais la réalité est qu'on continue de supprimer des moyens et des postes. La réalité est que rien ne trouvera de réponse sans remettre un peu d'humain dans les bureaux. La réalité est que la hiérarchie est, dicit le médecin de prévention, « en présence d'injonctions paradoxales », sommée, en tant qu'encadrant, de transmettre la politique de la direction générale et du gouvernement, tout en devant préserver les agents face aux risques psycho-sociaux... Simplement impossible.

La CGT Finances Publiques a décortiqué les 215 lignes du PAP : sur les 35 lignes relatant l'inconfort et les postures, très peu trouveront une vraie solution. Sur les 27 concernant l'hygiène, aucune solution puisque les marchés nous échappent totalement. Pour les risques routiers (16 lignes), rien ne bougera non plus, pas plus que pour les 23 signalements de fatigue visuelle pour travail sur écran. On entend déjà la direction

.../...

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

... rétorquer que les agents sont seuls responsables et qu'il doivent faire les pauses prescrites. Sauf que cela fait longtemps que, faute de personnels, et par conscience professionnelle, ces pauses ont disparues des journées de travail bien intenses. Et l'on ne parle même pas des 39 lignes faisant état de difficultés liées aux lourdeurs organisationnelles et à la planification, ni des 23 signalant des tensions jusqu'à la souffrance et que seule l'embauche de personnels pourrait apaiser...

Le directeur soupire et se veut une nouvelle fois rassurant. On a beau lui expliquer que, malgré des réorganisations, optimisations et autres « solutions organisationnelles adaptées », il n'y a plus aucune marge de progression (ou les actions précédentes ont été inefficaces, ce qui est impossible car, c'est bien connu, la DGFIP est exemplaire). On est au bout de ce qu'il est possible de supporter : les réorganisations sont la cause de la souffrance actuelle et vont en apporter de supplémentaires. On finira par dire que cette attitude et ce déni affiché d'une réalité qui transpire partout devant nos yeux, martelée jour et nuit par le Président de la République et ses marcheurs, ne sont juste pas honnêtes. Surtout que le mouvement est appelé à s'accroître...

Le directeur « sait », contrairement à ce qu'il affirme. Il a une feuille de route clairement établie et qu'il respecte à la lettre : tout d'abord apaiser un lieu troublé en faisant oublier la réputation de son prédécesseur puis faire passer le morceau avec la douceur qui le caractérise, avec ou sans vaseline. Mais face à l'indigence manifeste de l'administration, ce sera à vous de la fournir. Libre à vous de choisir le format. Une chance.

D'ores et déjà, nous prenons le pari : moins de 1 % des lignes de ce programme annuel de prévention pourrait trouver une action adaptée. La commisération permanente et continue, ça lasse et ça agace. Ce que les agents attendent, c'est du concret. Au boulot.

La DGFIP, une référence

Le 13 juin dernier, le site intranet Ulysse se fendait en une d'un communiqué sur la recrudescence d'infections de postes de travail, et appelait à la vigilance dans l'utilisation de sa messagerie. Mais qui sait qu'au cours du mois de mai, au cours d'un nouvel épisode d'un fonctionnement en pointillé, les systèmes de messagerie de la DGFIP ont tourné une bonne semaine sans filtrage des pièces jointes et sans anti-virus ? Vous avez bien lu : notre messagerie était alors « open bar » et en capacité d'accueillir toutes les cochonneries en circulation sur le web. Pour quiconque tâte un peu dans la sécurité informatique, c'est juste insensé, incroyable et complètement irresponsable : jamais, au grand jamais, on ne procède de la sorte.

Dans cette affaire, on se demande d'ailleurs si les grands responsables étaient au courant pour laisser faire une telle bêtise. Si oui, leur incompétence est non seulement manifeste, mais elle est surtout dangereuse pour la sécurité informatique de l'État. Sinon, elle l'est tout autant pour être bien trop loin des équipes opérationnelles et surtout ne pas les écouter. Mais ça, on le savait déjà.

Dans ce contexte propre de la DGFIP, où tout est perfection, référence et exemple ultime, où l'organisation entière est pensée pour la qualité et la sécurité, cela fait froid dans le dos. Dans les services, la modification d'une virgule dans un code source prend désormais 6 mois, entre palabres, réunions, prise de décisions, réalisation, passage entre différentes mains, et autres GESIP. Et là, ont été manipulés des paramètres qui ont mis à mal un système. Et pour arranger la sauce, on a coupé des éléments primordiaux de sécurité du jour au lendemain, sans information, sans faire tressaillir quiconque...

Quelques jours plus tard, on constate les dégâts. Du grand art. Une référence, on vous dit.

On n'est pas que des bons à rien...

Lu dans le magazine de liaison du CSF, le Crédit Social des Fonctionnaires, l'édito de son président exprime quelque chose que l'on n'entend guère dans la bouche de nos élites politiques...

« Le service de l'intérêt public, celui de l'État, des collectivités territoriales ou des hôpitaux n'est pas anodin. Pour nos collègues, la vie professionnelle ne se résume pas à gagner de l'argent ; elle a un sens : aider nos concitoyens dans la vie de tous les jours, l'école, l'université, les transports, la santé, l'action sociale, le logement accessible, les secours ou la sécurité... Leur engagement mérite au moins autant d'estime que ceux dont la réussite par l'argent est flattée chaque jour par beaucoup de médias. Quand un président de firme automobile perçoit une prime de 1 million d'euros, et gagne 4 700 fois le Smic par an, certains trouvent cela admirable. Quand une star du football gagne 260 fois plus qu'un chirurgien, on ne s'offusque guère. C'est pourtant une triste inversion des valeurs.

La République, écrivait Montesquieu, est fondée sur la vertu. S'en prendre aux fonctionnaires, quand on laisse en repos ces pires excès de cupidité, n'est pas un signe de bonne santé. L'éloge du dévouement et du service de l'intérêt général doit primer sur ce lamentable état d'esprit. Non seulement les fonctionnaires ne doivent plus être la cible des esprits médiocres, mais ils doivent être à l'honneur. Sans eux, les valeurs qui fondent la France républicaine seraient menacées.

Au-delà de la question des effectifs, des statuts de la fonction publique, se pose la question d'une forme de société : le service public qui a façonné la France demeure un atout majeur pour moderniser notre pays. ».

C'est dit. Maintenant, Pas sûr que pour les esprits médiocres, leur perception du fonctionnaire change beaucoup...